

DISCOURS DE CLOTURE DE CHRISTIAN NIBOUREL

Monsieur le ministre, Monsieur le président du CESE, Mesdames et Messieurs les représentants des entreprises et des organisations syndicales, Mesdames, Messieurs,

Dans le contexte dramatique que nous vivons collectivement, la présence de chacun d'entre vous, aujourd'hui, démontre avec force que la terreur, d'où qu'elle vienne, ne peut pas nous empêcher de construire et d'avancer tous ensemble.

Je remercie chacun d'entre vous de participer à cet élan collectif.

Indépendamment de toute justification protocolaire, ces remerciements s'adressent particulièrement à vous, Monsieur le ministre.

Autant que je me souvienne, c'est la première fois que l'un des ministres majeurs de notre pays offre son écoute et sa contribution à un événement officiel où les services, d'une même voix, partagent avec la république. Merci donc, Monsieur le ministre, vous ne vous êtes pas trompé. L'événement est d'importance.

Je crois pouvoir dire, Monsieur le ministre, Mesdames, Messieurs, que nos échanges ont été riches et éclairants cet après-midi.

Ils légitiment pleinement le projet de Pacte Services pour la France que nous allons vous remettre.

Nous avons, tout au long de ces Assises, énoncé une évidence qui, ce matin encore, peinait à s'imposer. Je ne doute pas que ce soir et demain, elle apparaisse dans toute sa simplicité.

Notre monde est entré dans l'ère du service et les services, en France comme ailleurs, sont les piliers du développement et de l'emploi. Est-il nécessaire de rappeler que le service, dans son acception globale - qui associe services marchands, services non marchands et commerce - représente 80 % de notre PIB et 80 % de l'emploi dans notre pays.

Accueillir, accepter et porter cette évidence Service ne réduit pas l'importance essentielle des autres grands secteurs de notre économie, au contraire, elle la renforce.

Récemment, Monsieur le ministre, vous évoquiez une vérité: « Celles et ceux qui pensent que la réussite est réservée à un seul secteur se trompent ». La famille des services fait sienne cette vérité et va même plus loin !

Une économie forte, c'est une agriculture forte, une industrie forte, un commerce fort, une construction forte, et des services forts et reconnus.

Hier, présentés comme les intrants ou accessoires des autres secteurs, les services sont aujourd'hui le dénominateur commun de la compétitivité et la rentabilité de tous les autres secteurs. Le service, c'est la montée en gamme de toute notre économie.

Dans cette demande d'usage qui vous est chère, Monsieur le ministre, et qui aujourd'hui s'impose et ne cesse de croître dans les modes de consommation individuels et collectifs, le service est le corolaire indissociable d'un produit proposé, et exprime souvent sa valeur ajoutée. Il n'est plus déraisonnable de penser que tout produit est un service en devenir. Les nombreux échanges de cet après-midi en attestent.

Outre leur impact majeur sur les autres secteurs, les services marchands que nous représentons se fédèrent dans un secteur à part entière, et quelle part ! Premier employeur de France, 10 millions d'emplois, une entreprise sur deux créée dans les services, 60 % de la consommation des ménages, 60% de l'investissement brut de notre pays en 2013... Toutes les statistiques nationales énoncent le poids des services.

Je l'ai évoqué dans mon propos introductif et les participants des tables rondes y ont fait largement échos :

- Les entreprises de services font l'emploi aujourd'hui et le feront demain avec 80 % des créations d'emplois pour tous les niveaux de qualification et sur tout le territoire.
- Les entreprises de services proposent le plus large éventail de métiers et de spécialités qu'il est possible d'imaginer et offrent des trajectoires professionnelles pour tous les profils, y compris pour ceux éloignés de l'emploi.
- Les entreprises de services sont aussi diverses que celles qui composent l'industrie. Elles ont un ADN commun qui les rassemble et les différencie des autres secteurs d'activités.
- Les services, c'est de la valeur économique ajoutée mais aussi de **la valeur humaine ajoutée**. L'homme est au cœur du service vendu, et le service, c'est toujours de l'expertise.
- Les services, ce sont à la fois de nouveaux marchés de croissance mais surtout des marchés infinis.

Avec de tels atouts et au regard des défis qui sont les nôtres, est venu le temps de s'appuyer nationalement sur les services pour y puiser le dynamisme indispensable à notre croissance et à l'emploi.

Nous n'avons que trop tardé à exploiter cet avantage service. Notre modèle économique et social s'est construit pour un monde qui n'est plus. Disons-le clairement, ce modèle n'est pas adapté aux entreprises de services, il les entrave et bride le secteur d'activité le plus évident de notre économie.

Ayons l'intelligence de réinventer notre modèle, en préservant ses valeurs au bénéfice de tous, et en le construisant à partir d'une réalité présente.

Je rappelle les mots de Michel Maffesoli : « la fin d'un monde n'est pas la fin du monde », et je rajoute « au contraire ». Cette mutation s'inscrit dans la trajectoire des sociétés qui avancent et ne meurent pas. La révolution digitale précipite cette adaptation inévitable et nous offre aussi une formidable opportunité de reprendre la main sur notre avenir collectif.

Le numérique qui entraîne notre monde est le révélateur, au sens photographique du terme, de l'évidence de l'ère du service. Il en est l'une des expressions abouties.

Et c'est cette évidence, Monsieur le ministre, Mesdames, Messieurs, que les services proposent de partager pour agir ensemble.

Accepter ce nouveau paradigme et en faire une force, voilà la vocation du projet de Pacte Services, de ses 5 priorités et de ses 30 propositions et recommandations.

Ce projet de pacte, rédigé en collégialité par la famille des services et offert en contribution à la société civile, dessine la trame d'une politique nationale et d'une ambition européenne. Ce projet, centré sur l'évidence service, bénéficiera à tous les grands secteurs, sans exclusive. Le service est dans tout. Aborder notre économie en énonçant cette vérité, c'est partir du bon énoncé !

Vous avez, Monsieur le ministre, la lourde charge, avec le gouvernement, d'animer un élan collectif qui puisse porter le présent et offrir un avenir à toute la nation. Aujourd'hui les fractures sont nombreuses et d'autres menacent.

S'appuyer sur les services pour nourrir un projet économique national, inclusif de toutes les composantes de la société française, est sans doute l'une des clefs.

Au demeurant, considérant la place des services dans toutes les économies développées, il est surprenant qu'aucun pays d'Europe n'ait élaboré clairement une telle politique. Le premier pays qui occupera cette place vacante dans le récit Européen disposera indéniablement d'un avantage sur ses voisins.

Fort de cette certitude, la famille des entreprises de services invite notre pays à **prendre collectivement le leadership des services en Europe**. Le projet de Pacte services pose la première pierre de cette démarche collégiale appelée de nos vœux. Cette contribution invite à la participation et la mobilisation de tous, l'engagement de l'État est nécessaire pour une telle ambition mais elle n'est pas suffisante. Les entreprises de services tiendront leur place dans un tel projet.

Je ne détaillerai évidemment pas le Pacte Service à l'instant, il sera remis à chacun d'entre vous à l'issue de cet événement et je vous laisserai le découvrir. Vous m'autoriserez, Monsieur le ministre à vous le remettre solennellement dans quelques instants.

Je souhaite néanmoins vous en faire partager les 5 priorités que nous avons dégagées.

- « Pour des services forts et une économie forte » : Faire des services l'axe structurant du développement de notre économie **au bénéfice de tous les autres secteurs**.
- Pour une flexibilité responsable et un pacte social renoué : Reconnaître les mutations structurelles du travail et adapter notre modèle social à l'ère du service.
- Pour l'employabilité de tous les talents : Accélérer le développement de la formation professionnelle et accroître l'expérience en entreprise.
- Pour libérer la compétitivité de toutes les entreprises de services : Mettre en place une fiscalité intelligente et simplifier l'environnement réglementaire.
- Pour une collaboration public/privé apaisée et renforcée : Contribuer à des services publics performants pour les usagers.

Monsieur le ministre, Mesdames, Messieurs, sans rentrer dans le détail des **30 propositions et recommandations**, je relève celles qui nous semblent majeures :

- Tout doit commencer par l'affirmation d'une vision et d'une politique nationale Services pour une ambition européenne. Elle donnera tout son sens aux propositions que nous énonçons.
Indépendamment de cette décision majeure que nous appelons de nos vœux, toutes les propositions présentées dans le Pacte contribueront à libérer la croissance et l'emploi. Par exemple :
- Il faut créer un cadre adapté aux nouvelles formes de travail du 21^{ème} siècle. Je pense notamment au statut de l'actif qui favorisera la prise en compte de la pluriactivité. Nous l'avons vu, c'est une modalité de travail qui va aller grandissant dans les années à venir.
- Il faut également réduire le dualisme du marché du travail en aménageant le contrat de travail.
- Systématiquement, sur tous les sujets, nous devons repenser les dispositifs et les politiques publiques en intégrant la réalité des entreprises de services. Je pense notamment à l'alternance, la formation, la fiscalité...
- En matière de collaboration public/privé, il nous faut rétablir une concurrence équitable entre structures publiques et entreprises privées.

Monsieur le ministre, Mesdames, Messieurs,

Il appartient à présent à chacun d'entre nous de s'approprier cette contribution et de lui donner vie.

Notre détermination commune fera l'avenir mais, quels que soient nos choix individuels, il nous faut regarder notre monde tel qu'il est.

S'il ne doit rester qu'un acquis de cette journée, et ce serait déjà considérable, c'est que chacun d'entre nous soit **convaincu que nous sommes entrés dans l'ère du service** et que cette conscience partagée nous offre une chance d'appréhender l'avenir avec intelligence et espoir.

Et je le répète Monsieur le ministre, la réalité de l'ère des services est une chance pour la France car nous avons des atouts incontestables. En comprenant les mécanismes sur lesquels il faut jouer pour libérer notre potentiel de développement en France et en Europe, nous avons les moyens:

- De retrouver une dynamique de croissance durable et de création d'emplois, dans les services mais aussi dans tous les autres secteurs.
- D'offrir aux jeunes générations des perspectives de développement professionnel et personnel.
- De favoriser l'intégration des décrocheurs.
- D'accompagner la politique d'immigration.
- De prendre le leadership européen dans le domaine des services.

Les entreprises de services en sont convaincues et continueront dans les mois à venir à porter cette évidence et agir dans l'intérêt commun.

Merci à tous.

Christian Nibourel
Président du Groupement des Professions de Services